

Autour de Grenoble

ZFE

A partir du **1er juillet** :

Interdiction de circulation des voitures classées Crit'Air 5 (diesel d'avant 2001, essence d'avant 1997) dans 13 communes de la Métropole. Concerne les véhicules des particuliers et non plus seulement les véhicules des professionnels. C'est une mesure injuste socialement et inefficace écologiquement.

France

Le parlement a adopté la loi de **relance du nucléaire** : construction de 6 nouveaux réacteurs EPR, abandon de la réduction à 50% de la part du nucléaire dans le mix énergétique, criminalisation des militant.es écolo en cas d'intrusion dans une centrale.

Annnonce de Macron de vouloir créer un **"crédit d'impôt industrie verte"** de 20 milliards d'euros d'ici 2030 pour arroser les multinationales d'argent public, en particulier les usines de batteries comme Prologium à Dunkerque ou la "gigafactory" ACC à Douvrin (détenue notamment par TotalEnergies, Stellantis et Mercedes).

Fin des tarifs réglementés de gaz à partir du **1er juillet** ce qui déroule un boulevard pour les fournisseurs privés.

A
C
T
U
A
L
I
T
É

CALENDRIER

17 et 18 juin

Maurienne
Mobilisation contre le Lyon-Turin

1er juillet

Grenoble
mobilisation contre la ZFE, détails à venir

Du 3 au 6 août

Larzac
"Les résistantes 2023" rencontre des luttes locales et globales

QUI ON EST ?

L'Assemblée Générale écolo anticapitaliste regroupe des individus et des organisations du mouvement social pour mettre en commun, élaborer et coordonner des luttes à l'interface entre l'écologie et le social qui sont les deux faces d'une même pièce. L'AG est ouverte à tout le monde. À nos yeux, la lutte écologiste nécessite de rompre avec le capitalisme afin de nous réapproprier nos modes de production, de vie et de consommation pour répondre aux besoins de l'humanité tout en respectant les limites fixées par la nature.

Tu trouveras les dates des AG sur le site ici-grenoble.org et tu peux nous contacter à grenoble_anticapital@riseup.net :)

DÉBÂCLE AU BAC

Le 9 avril dernier, un texte anonyme invitait à venir jardiner et bricoler sur un nouveau lieu à Sassenage : le BAC, un Bosquet Anti-Câble en lutte contre l'afreux projet de métrocâble, pour la défense des terres agricoles de Portes du Vercors et au-delà. Une grande serre géodésique en skis de récup, construite dans la semaine, y avait été assemblée aux côtés d'une cabane bâtie l'été dernier et d'une cabine de téléphérique en bois apportée pour l'occasion. Les constructions et les plantations sur le lieu devaient se poursuivre chaque dimanche suivant. Nous espérions simplement pouvoir se retrouver chaque semaine pour entretenir ce bout de terrain, faire découvrir ce bout de nature aux habitant.es de la cuvette et affirmer haut et fort notre opposition au projet de métrocâble et de destruction de terres.

Mais ce genre de joyuseté n'est malheureusement pas du goût de tout le monde. Deux dimanches plus tard, au beau milieu d'une construction de plateforme dans les arbres et d'une plantation sauvage de patates, la gendarmerie alertée par les voisins fait appel au PSIG pour expulser le BAC. Face à cette exposition de muscles et de lanceurs de lacrymos tenus bien en évidence, les personnes présentes pour bricoler et jardiner, en effectif réduit, quittent les lieux sans encombre. Sûrement convaincus de faire du bon travail de médiation, les gendarmes dans leur grande mansuétude leur accordent deux jours pour venir récupérer le matériel. Et en effet, quelques jours plus tard, toutes les constructions ont disparu. Des vestiges du BAC, ne restent plus que les traces d'un engin de chantier ayant pénétré au coeur du bosquet.

Reste alors à tirer les conclusions de cette occupation éphémère.

Comme partout en France ces derniers mois, la répression policière s'abat sur toute tentative de critiquer l'ordre établi. La Préfecture, aiguillonnée par les directives anti-ZAD de l'abject Darmanin nageant dans une gigabassine d'indécence depuis plusieurs semaines,

a encore une fois fait respecter la sacro-sainte propriété privée, élevée au rang de valeur phare de l'Etat de Droit, même quand elle concerne un mini-carré de forêt abandonné entre des champs en friche. Il faut dire que le propriétaire dudit bout de forêt n'est pas n'importe qui : Isère Aménagement, membre du groupement Elegia, le gros aménageur public du territoire impliqué dans tout un tas de projet mortifères, comme le centre commercial Neyrpic à Saint-Martin-d'Hères et le projet d'urbanisation des Portes du Vercors, récemment abandonné pour la partie Sassenageoise et au milieu duquel se trouvait justement le BAC.

La logique reste la même que partout ailleurs, comme au Chantier à Fontaine, récemment détruit par la Mairie et l'EPFL : couper court à tout brin d'herbe libre qui dépasserait un tant soit peu de ce-qui-est-permis, mais surtout tuer dans l'oeuf les imaginaires autogestionnaires et anti-autoritaires véhiculés dans ces lieux, avant qu'ils ne donnent à trop de monde de dangereuses idées émancipatrices.

N'ayant de cesse de vouloir détruire ou récupérer pour mieux contrôler, les pouvoirs publics servent loyalement des systèmes de pensée capitalistes qui anéantissent le vivant, écartent les plus démunies et uniformisent le monde. Nous refusons que nos vies et les lieux qu'elles habitent soient décidées sans nous, gérées comme des pions sur une maquette d'urbaniste. Nous pensons au contraire que nous avons plus que jamais besoin d'espaces où habiter, nous rencontrer, cultiver, créer. Par et pour nous-mêmes. Concrètement, localement.

Notre autonomie, nous la trouvons avant tout dans ces imaginaires qui eux, restent intacts. Aux destructions, nous répondons "Reconstructions" ! A la répression : "autodéfense collective !". Et comme les épouvantails de la rue de l'Argentière, remis sur pied après chaque coup de vent, nous conservons notre détermination à faire capoter leur projet de métrocâble tout bidon.

Retour rapide sur la lutte contre le métrocâble, à l'origine de la création du BAC

"Voilà un an et demi que de nombreuses personnes se mobilisent pour lutter contre ce projet absurde. Après des heures à déconstruire point par point leur argumentaire, à analyser les documents officiels, à tracter, coller, rencontrer les habitant.es, mobiliser des centaines de personnes, mettre la pression aux élu.es, bricoler, quelques personnes avaient envie d'investir un peu plus cet espace que nous défendons. Alors, voilà, les petites constructions et plantations, que l'on espérait être un premier pas pour que d'autres nous rejoignent, auront été de courte durée. Mais il reste toujours des espaces abandonnés, des terres qui pourraient être cultivées, maintenant que les promoteurs ont vu leurs rêves de bétonnisation s'effondrer. Nous avons peut-être perdu le BAC mais nous avons obtenu une victoire, qui on l'espère, en annonce une autre.

Aujourd'hui, en effet, s'il restait encore des doutes sur la pertinence du téléphérique, l'enquête publique sur le PPRI et le rapport de l'autorité environnementale régionale les ont fait sauter : la première en faisant annuler tout simplement l'urbanisation de plus de 20 hectares terres agricoles et la seconde en demandant à ce que la réalisation du câble ne se fasse qu'à condition que cette urbanisation se réalise.

Certains de nos décideurs s'accrochent encore à leur câble, tels Ferrari et Laval craignant de finir leur mandat sans pouvoir mettre leur signature au bas de cette future vitrine publicitaire pour la cuvette. Aidons-les à couper le cordon !"

Les gens du BAC

"Une dynamique collective et innovante pour un secteur pluriel et plein d'avenir", "le futur du développement métropolitain" ou encore "un projet de développement social, économique, environnemental et urbain de grande ampleur d'échelle métropolitaine". C'est avec ces mots que les décideurs politiques parlent du projet urbain GRANDALPE portant sur le sud de l'agglomération grenobloise. Ce programme, porté par la Métropole en accord avec les mairies de Grenoble, Echirolles et Eybens (les 3 villes concernées), s'étend sur un territoire de 400 hectares, concerne 30 000 habitants.es, s'étalera sur une vingtaine d'années et a débuté en 2020. Il vise à en faire un pôle de "rayonnement" et "d'attractivité" métropolitain. Sa "vocation économique" est même de devenir "un pôle métropolitain majeur semblable par le niveau de son ambition à celui de la Presqu'île" comme on peut le lire dans le fascicule "GRANDALPE - Projet de territoire". Selon Christophe FERRARI, président de Grenoble-Alpes Métropole, "d'un point de vue économique, les activités nobles ont eu plus de place dans le Nord de la Métropole que dans le Sud" et "les starts up ont besoin de nouveaux espaces car il n'y a plus de place sur la Presqu'île".

Il n'est pas toujours évident de lire entre les lignes des discours politiques, mais il est assez clair que la volonté est d'en faire un territoire compétitif et attractif à la fois pour les entreprises et pour les habitant.es qui viendront y vivre. C'est dans cette optique que les collectivités publiques sont prêtes à investir des sommes conséquentes pour promouvoir des grands projets (comme peut l'être le Métrocâble) ou pour améliorer le cadre de vie. C'est ce qu'on retrouve dans GRANDALPE :

- _ des investissements publics importants en lien avec des intérêts privés
- _ un accent mis sur la qualité de vie avec des services de proximité, de la végétalisation, des mobilités douces

A première vue, ce programme semble aller dans le bon sens en intégrant l'adaptation au changement climatique ou l'attention portée à une artificialisation des sols moindre dans les choix urbains. Mais derrière cette façade plusieurs critiques peuvent être faites sur "le futur du développement métropolitain".

Derrière les termes de "rayonnement" et "attractivité" mis en avant par la Métropole, se cachent des logiques de croissance et de métropolisation où l'on promeut un territoire qui va attirer à lui des flux financiers, qui va centraliser des services, des secteurs économiques "nobles", des lieux de pouvoir, des ressources. Ce territoire est mis en compétition avec d'autres, il y a donc des gagnants et des perdants. Parmi les "éléments clés" les plus contestables de GRANDALPE, il y a notamment l'investissement prévu à hauteur de 20 M d'€ pour faire d'Alpexpo "un lieu incontournable du tourisme d'affaire" ou encore la rénovation du centre commercial Grand'Place annoncée pour l'automne 2023 avec une extension comprenant 30 nouvelles enseignes dont Primark (entreprise de fast fashion).

Toujours dans une logique d'attractivité, les secteurs économiques mis en valeur sont ceux liés à la recherche et l'innovation avec "des entreprises au rayonnement national et international" comme Artelia, Atos, Caterpillar, General Electric, Schneider. La toxicité de la plupart de ces activités que ce soit écologiquement ou même d'un point de vue social est passée sous silence, alors que l'utilisation de béton "bas carbone" est mise en avant. On peut citer le campus d'Atos, finalisé en 2022. Cette entreprise est spécialisée dans l'intelligence artificielle pour notamment répondre aux enjeux des Etats à la course à la puissance de calcul et au développement d'algorithmes IA. A l'heure où les hautes technologies ont un impact important sur l'environnement et servent de plus en plus à contrôler les populations et les personnes osant se rebeller contre l'ordre établi, cette activité ne semble pas aller dans le sens d'une société soutenable et conviviale.

Comme souvent, ces politiques s'accompagnent d'une gentrification des quartiers populaires. La promotion de ces emplois "nobles" et de ce cadre de vie amélioré attire les classes vives comme moyennes par les décideurs et qui sont préférables pour ces derniers car plus solvables (elles payent plus d'impôts). Cela s'accompagne du départ forcé des habitant.es historiques du quartier où ils.elles ont tissé des liens sociaux, et d'entraide. GRANDALPE veut, entre autres, faire de la Villeneuve "le 1er écoquartier populaire".

Il est prévu de nombreuses rénovations de bâtiments mais toujours dans une volonté d'être attractif et non pas pour répondre aux besoins de celles et ceux qui y vivent actuellement. Les augmentations de loyers qui devraient suivre vont précipiter le départ des plus pauvres. D'après les porteurs du projet "ce secteur constitue un potentiel pour l'accession à la propriété au cœur de notre agglomération" alors que cette accession est de plus en plus réservée aux classes les plus privilégiées et que c'est donc le logement social qu'il faut favoriser pour répondre à la crise organisée du logement. Des démolitions sont notamment demandées par l'ANRU (Agence Nationale de Rénovation Urbaine), scandale social et écologique d'autant plus quand les bâtiments sont en bon état comme ce fut le cas pour les 191 logements du 20 Galerie Arlequin. Les locataires ont notamment subi des pressions pour partir et ont été relogés hors de la Villeneuve dans des logements plus petits.

Enfin, GRANDALPE fait la part belle à l'industrie du BTP et aux investisseurs immobiliers avec de nombreuses constructions que ce soit pour des logements, de l'activité économique ou des aménagements urbains. Cette industrie est particulièrement polluante : la construction représente environ 2/3 de l'empreinte carbone sur l'ensemble du cycle de vie du bâtiment. La question n'est donc pas tant de faire des bâtiments performants énergétiquement que d'arrêter d'en construire de nouveaux sauf pour des usages essentiels. Or, quand il y a 17 000 logements vides sur le territoire de la Métropole, la priorité serait plutôt de les réquisitionner.

TRAVAILLEUSE DE ST MICROELECTRONICS

ST Microelectronics est une multinationale qui produit des puces électroniques, principalement pour des voitures, satellites, applications médicales, téléphones et autres objets connectés. ST est une des grosses boîtes locales avec environ 7000 salarié·es sur les sites de Crolles et Grenoble. En juillet, ST a annoncé une extension pour doubler la production du site de Crolles, arrosé par 2.3 milliards d'euros d'agent public, alors que l'usine actuelle consomme déjà autant d'énergie que la moitié des habitant·es de la Métropole Grenoble-Alpes et l'équivalent de 20% de la consommation d'eau potable de la Métropole. L'extension du site de Crolles c'est aussi déjà 2 morts et 2 blessés grave pendant les travaux d'agrandissement. Entretien avec une travailleuse de ST syndiquée à la CGT.

Peux-tu présenter ton travail à ST (par exemple décrire ton poste, depuis combien de temps t'es dans l'entreprise et ce qui a motivé ton choix de rejoindre ST) ?

Je suis en support à la production depuis plus de 10 ans. Je travaille à la fois en salle blanche et dans les bureaux. Je suis arrivée à ST pour intégrer une grosse entreprise dans un secteur de pointe. J'ai choisi aussi cette entreprise car je souhaitais voir de l'intérieur comment fonctionne une entreprise du CAC40, voir le capitalisme concrètement en action en quelque sorte. Et du coup militer syndicalement.

En tant que syndiquée à la CGT, peux-tu nous parler des revendications que tu portes et des difficultés rencontrées ? Plus largement, comment se passe le syndicalisme dans un grand groupe comme ST ?

Le syndicat de ST est vraiment super ! On se réunit toutes les semaines ce qui permet d'avoir de vrais débats, de prendre les décisions le plus collectivement possible. Parfois on a des désaccords mais le syndicat est vraiment un lieu de solidarité pour lutter toutes et tous ensemble. Parfois c'est très dur : il y a des salarié·es en grande souffrance, celles et ceux qui ont des problèmes de santé liés à des années de travail en horaires postés et en salle blanche, il y a des accidents... Au quotidien la lutte pour faire respecter nos droits en tant que salarié·es et améliorer nos conditions de travail est vraiment rude contre la direction. En plus, il y a des enjeux financiers et politiques très importants qui sont très forts.

Le syndicat porte tout un tas de revendications mais si on se concentre sur les questions écologiques, on a eu des grands débats ! Tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut limiter au maximum l'impact industriel notamment sur l'eau. Donc par exemple on défend que l'eau soit vraiment recyclée au maximum, c'est-à-dire réutilisée en interne et pas puisée dans le circuit d'eau potable puis rejetée dans l'Isère. Ça nécessite des investissements et ça a un coût mais c'est possible de faire beaucoup beaucoup mieux qu'aujourd'hui. Par contre on a des débats pour savoir si on doit limiter l'extension de l'usine, réduire la production. La CGT est plutôt un syndicat qui reste dans une ligne « productiviste » on va dire avec l'idée de défendre les emplois. De mon côté, je pense qu'on devrait réduire les productions inutiles voire nuisibles : ce qui est produit pour le matériel militaire, des applications absurdes comme la brosse à dent connectée... et si ça doit réduire les emplois, et bien tant mieux : on pourra réduire le temps de travail pour partager ! Ça sera mieux pour la planète et mieux pour la santé des salarié·es ! Je trouve que c'est vraiment important de lier nos revendications écolo et pour le progrès social.

Nous savons que t'es critique sur les activités de ST. Est-ce que ta conscience écologique entrave ta capacité à y travailler ? Comment gères-tu la dissonance entre tes convictions politiques et ton travail ?

Je ne dis pas que c'est tous les jours simple ! Mais c'est indispensable qu'il y ait des gens à l'intérieur pour remettre en cause les choix qui sont faits.

Il faut déjà avoir les infos sur ce qui est produit, comment, dans quelles conditions... recouper avec des informations extérieures des collectivités territoriales, des enquêtes publiques, d'autres acteurs/atrices locaux comme les agriculteurs/agricultrices. Le syndicat est engagé dans un travail de réflexion et d'élaboration avec d'autres sur la question de l'eau ou des transports gratuits par exemple.

Et puis si un jour on veut pouvoir mettre en application ce qu'on décide, il faudra bien que ce soit fait de l'intérieur ! Imaginons qu'on décide d'arrêter la production de puces pour les applications militaires mais de continuer à fabriquer celles pour l'imagerie médicale, il faut que des salarié·es à l'intérieur bloquent les produits néfastes et permettent de faire les produits utiles. Si on décidait de réduire de 50% l'utilisation de l'eau à cause d'une situation de sécheresse critique, il faudrait que des salarié·es à l'intérieur puissent mettre à l'arrêt 50% des machines... C'est un peu simpliste comme exemple mais ça montre clairement qu'il y a des questions de choix démocratiques sur la production et que celles et ceux qui travaillent doivent avoir leur mot à dire et sont les mieux à même de mettre en œuvre ces décisions. Donc oui il y a des contradictions à travailler dans une telle usine quand on a une conscience écologique et en même temps on est au centre du problème pour mener des batailles.

Le 1er avril, un millier de personnes a manifesté à Crolles contre l'extension de ST et l'accaparement des ressources par les industriels de l'électronique. Comment a été perçue cette manifestation en interne ?

Il me semble qu'aujourd'hui de plus en plus de salarié·es ont conscience des problèmes écologiques et notamment pour l'eau liés à l'usine et à son extension. Il y a aussi plein de gens qui s'en fichent parce qu'ils et elles ne sont que de passage (en contrat d'interim, en CDD, sur le chantier...) et donc ne se posent pas ces questions.

Mais dans l'ensemble je trouve que la manifestation a été plutôt bien perçue, plutôt comme une interpellation que comme une agression contre les salarié·es et leur travail.

Qu'est-ce que t'aimerais rajouter, qu'est-ce qu'il te semblerait pertinent de nous dire sur ST ?

La question de l'eau apparaît comme urgente aujourd'hui. Mais nous ne devons pas oublier non plus que la consommation en énergie est énorme, il y a aussi l'artificialisation des sols, la circulation engendrée par cette activité. Donc c'est clair : il faut se poser des questions sur l'impact de cette production. Il ne faut pas oublier non plus que des gens sont concerné·es par cette activité, qu'on a besoin de travailler pour vivre. Mais par contre il est inacceptable de risquer sa vie au boulot. Or sur le chantier d'extension aujourd'hui il y a une telle activité et des délais tellement serrés que ça engendre forcément des accidents. Mais au quotidien aussi, les collègues sont usé·es par les horaires de nuits, les horaires postés... il n'y a pas d'étude sérieuse sur l'impact des produits chimiques sur la santé, etc. Donc il y a aussi cette bataille-là à mener, pour des conditions de travail acceptables. On doit pouvoir discuter si c'est vraiment utile que des salarié·es perdent 7 ans d'espérance de vie en travaillant la nuit pour faire des puces ! En fin de compte, ça pose vraiment la question de qui décide : qui décide ce qu'on produit ? Quand on le produit et dans quelles conditions ? Est-ce que c'est utile ou pas ? Est-ce que ça vaut le coup en termes d'utilisation des ressources naturelles ? Réfléchir à tout ça, c'est penser une société où ce ne sont pas les actionnaires et les profits qui guident les choix mais bien ceux et celles qui produisent les richesses et ont des besoins pour vivre décemment.

"Coûteux, néfaste et inutile"

"Gagner 1h20 de temps pour faire Lyon-Turin et désengorger la montagne des camions, voilà les arguments avancés pour ce projet d'un nouveau tunnel ferroviaire reliant la France à l'Italie.

Pourtant un tunnel existe déjà, il n'est pas exploité comme il le pourrait (seulement à 30 % de sa capacité FRET) malgré des prévisions qui annonçaient sa saturation. La politique de privilégier le ferroviaire au routier est un échec, sur lequel il faut travailler autour de la ligne déjà existante. Il est ainsi aberrant de creuser un nouveau tunnel encore plus profond, percer deux nouveaux massifs, Belledonne et la Chartreuse, bétonner des milliers d'hectares de terres agricoles, détruire des forêts, assécher des sources d'eau (60 à 125 millions de m³ d'eau par an seraient drainés selon l'étude d'impact effectuée en 2006 par TELT) et dépenser des milliards d'euros pour un nouveau grand projet inutile.

Ce projet d'une autre époque, favorisant le développement économique au détriment de la nature, ne peut être défendu à l'heure où chacun comprend qu'il est grand temps de proposer un nouveau modèle de société dans lequel la circulation des marchandises ne serait vraiment pas la priorité face à la préservation de nos montagnes et des ressources.

Alors que l'entreprise TELT (Tunnel Euralpin Lyon Turin) promet une diminution de 3 millions de tonnes de CO2 (par an ? Ce n'est pas précisé), la construction en elle-même produira 10 millions de tonnes de CO2. Nous savons aujourd'hui combien la construction de nouvelles infrastructures et de bâtiments est énergivore, mais TELT et les gouvernements semblent ignorer cet enjeu. La promesse de création d'emplois ne peut plus être un argument recevable, la création d'emplois pour un projet écocide n'est pas désirable. Enfin la résolution par ce projet des problèmes de nuisances pour les locaux, n'est pas non plus entendable, c'est en effet pour les habitants des vallées, des milliers d'hectares artificialisés, et ainsi le dérèglement complet de la vie dans ces montagnes, des villages privés de leurs sources d'eau et les excavations du chantier entreposés dans cette même montagne.

Une lutte ancrée par-delà les Alpes

Dès le milieu des années 90, la résistance s'est fortement organisée en Italie, dans le val d'Aoste. En 2005, un début de ZAD est lancée à Vénauz, à quelques kilomètres au nord de Susa, là où la galerie de reconnaissance devait être creusée. En France, en 2012, le collectif Savoie contre le Lyon Turin résumait le projet de « coûteux, néfaste et inutile ». C'est toujours et encore plus vrai aujourd'hui. Malgré les intimidations répétées auprès des habitant·es, le lobbyisme des grandes entreprises auprès des élu·es locaux·ales, la militarisation des zones de chantier, la criminalisation des opposant·es, les arrestations et les condamnations, les militantes en Maurienne restent mobilisé·es pour maintenir la lutte active (voir le site de "Vivre et agir en Maurienne"). Mais dans le contexte de multiplication grandissante des projets d'aménagement inutiles, ils et elles ont désormais besoin d'allié·es et de soutiens pour faire face aux mastodontes destructeurs.

Soulever la terre et des montagnes

L'heure n'est plus à démontrer donc, mais à désarmer. Les 17 et 18 juin prochains aura lieu une grande manifestation, soutenue par les Soulèvements de la Terre, pour la mise à l'arrêt de ce projet. Car le Lyon-Turin fait partie d'une palette de projets aux formes différentes, mais qui reposent tous sur un accaparement des richesses, une artificialisation et une privatisation des sols et des communs. Dans la région, ce sont par exemples les retenues collinaires, bassines d'altitude qui détournent et privatisent l'eau pour maintenir à tout prix le tourisme hivernal (à La Clusaz, dans les Bauges, aux Deux-Alpes...). Ailleurs, ce sont des autoroutes (à Toulouse, Rouen, ou encore Strasbourg) ou des mégabassines qui surgissent dans tous les sens. En Maurienne, pour un mettre un coup d'arrêt au projet avant le début du forage du tunnel de base, il faudra donc soulever la terre mais aussi des montagnes !